

En grève, les enseignants réclament des moyens à Dieppe

Les enseignants du premier et second degré étaient en grève jeudi 1er février 2024. Ils se sont réunis devant la sous-préfecture de Dieppe pour réclamer plus de moyens.



Les enseignants en grève se sont réunis devant la sous-préfecture de Dieppe.

« On veut des moyens, de meilleures conditions de travail et salariales », lance François-Xavier Durand, de la CGT Educ'Action. Les enseignants dieppois se sont réunis devant la sous-préfecture de Dieppe (Seine-Maritime), jeudi 1er février 2024, à la suite d'un appel à la grève national.



Une fermeture de classe est annoncée à l'école Sonia-Delaunay à la rentrée prochaine, à Dieppe. Une autre pourrait fermer à l'école Desceliers.

« L'éducation prioritaire est touchée par des suppressions de classes », poursuit le syndicaliste. En effet, à Dieppe, plusieurs collèges sont concernés comme une classe de 6e à Delvincourt, deux classes à Dumas, deux classes à Saint-Nicolas-d'Aliermont et également à Offranville. Dans le premier degré, les écoles Delaunay et Desceliers sont visées.

« Le gouvernement ne reconnaît pas le caractère prioritaire des établissements », poursuit François-Xavier Durand.

« Non au choc des savoirs ! »

Du côté de la FSU-SNUipp, on demande également des moyens pour le service public, un vrai statut pour les AESH, les accompagnants d'élèves en situation de handicap, et l'arrêt du « choc des savoirs », c'est-à-dire « une attaque des libertés pédagogiques », selon Isabelle Rioual, de la FSU. « En mathématiques, par exemple, on va nous imposer la méthode de Singapour. Nous voulons aussi choisir nos manuels scolaires et plus de formation continue. »

Dégradations des conditions de travail

Dans le second degré, les inquiétudes sont aussi bien présentes : « On nous demande de faire des groupes de niveaux, pour les élèves qui ont des difficultés, sans nous donner de moyens supplémentaires, indique Stéphane Gasc, de la Snes FSU et prof de maths à Néruda. Ce seront des heures prises sur d'autres matières ». Selon lui, ces mesures conduisent à des dégradations des conditions de travail.